



• COMMUNIQUE DE PRESSE •

Secretariat du troisième forum mondial de l'eau, 5th FL. 2-2-4 Kojimachi Chiyoda-ku Tokyo 102-0083, Japan
Conseil Mondial de l'Eau, Les Docks de la Joliette, Atrium 10.3, 10 Place de la Joliette, 13002 Marseille, France

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

Dimanche 23 mars 2003, Kyoto, Japon

Conclusion du 3^e Forum mondial de l'eau 100 nouveaux engagements ont été pris

Plus de 100 nouveaux engagements en faveur de l'eau ont été pris par les participants au 3^e Forum mondial de l'eau, la conférence internationale sur l'eau la plus importante du monde, qui s'est terminé dimanche.

Le Forum s'est tenu dans trois villes japonaises, Kyoto, Shiga et Osaka, du 16 au 23 mars. Il a donné lieu à 351 sessions différentes sur 38 sujets en rapport avec l'eau et en particulier la manière de fournir une eau potable et des systèmes d'assainissement au monde entier.

Près de 24 000 personnes, issues de 182 pays, ont participé à ces réunions, soit plus du triple du nombre prévu initialement. Les débats ont porté essentiellement sur la façon de satisfaire les besoins croissants en **ressources** en eau, la nécessité d'améliorer les conditions de **santé** et **d'assainissement** en matière de **production alimentaire** et la manière de répondre aux besoins de **transport**, **d'énergie** et de **protection de l'environnement**, tout en sachant la plupart des pays devront disposer d'une **gouvernance** plus efficace, améliorer leurs **capacités** et bénéficier d'un **financement** approprié.

"Le 3^e Forum mondial de l'eau est devenu une conférence véritablement 'tournée vers l'action'" a déclaré Kenzo Hiroki, le vice-secrétaire général du forum.

"J'ai parlé avec des centaines de participants pendant et entre les sessions", rapporte William J. Cosgrove, vice-président du Conseil mondial de l'eau, l'un des principaux organisateurs des forums qui se tiennent tous les trois ans dans un pays différent. "Tous sans exception m'ont affirmé que le forum dépassait leurs attentes. Il a offert à tous une occasion unique de mettre en place des partenariats, de participer à des réseaux et de profiter de l'expérience des autres."

Les participants ont reconnu que "la participation de l'ensemble de la population est indispensable à la réalisation de ces objectifs" et que "le besoin élémentaire en eau de chacun offre la possibilité de mettre en œuvre une coopération et d'instaurer la **paix**".

Le Comité d'organisation a publié une Déclaration préliminaire de 8 pages, dans laquelle il "s'engage solennellement à relever les défis mondiaux de l'eau et à réaliser les objectifs définis lors du Sommet du Millénaire des Nations unies de New York (2000)", à savoir de réduire de moitié d'ici à 2015 le nombre de personnes défavorisées qui n'ont pas accès à l'eau potable ni à l'assainissement.

“Cette déclaration n’est encore que provisoire” a souligné M. Cosgrove, vice-président du Conseil mondial de l’eau. “Nous l’avons mise sur le site du forum (<http://www.world.water-forum3.com>). Si certains estiment que leur point de vue n’est pas suffisamment pris en compte ou ont des suggestions à faire, ils peuvent envoyer leurs remarques à notre secrétariat jusqu’au 30 avril afin qu’elles soient intégrées à la déclaration définitive.”

Sur la centaine d’engagements pris au cours du forum, une vingtaine concernent le climat, treize, l’égalité homme-femme.

Les engagements internationaux regroupent notamment les projets suivants :

Le ministère du Territoire, des Infrastructures et du Transport du Japon finance le Réseau international des inondations (IFNet), créé lors du forum afin de limiter les conséquences des inondations au niveau mondial. L’IFNet s’est engagé à lancer le projet “Système d’avertissement mondial des inondations” qui permettra de mettre à jour toutes les 3 heures la carte des précipitations du monde entier. La prévention des inondations en sera considérablement améliorée et près de 4,8 milliards de personnes en bénéficieront.

Avec l’aide d’un consortium d’institutions financières internationales, d’agences des Nations unies, d’organisations non gouvernementales et d’organismes de recherches, le Conseil mondial de l’eau s’est engagé à élaborer et à mettre en place un programme destiné à définir clairement les avantages d’une gestion correcte de l’eau et de fournir aux gouvernements les outils et les analyses qui leur permettront d’établir des priorités, de planifier, de gérer et de budgéter des mesures en la matière.

L’UN-HABITAT a signé un mémorandum de compréhension avec la Banque de développement asiatique (ADB) afin de créer un programme visant à renforcer les capacités des villes asiatiques à gérer les investissements réalisés en faveur des plus pauvres et à aider la région à répondre aux objectifs de développement pour le millénaire (MDG) de réduire de moitié d’ici à 2015 la proportion de population qui n’a pas accès à l’eau potable et aux systèmes d’assainissement. Le programme comprend une subvention de 10 millions de dollars versée par l’ADB et l’UN-HABITAT pour les deux premières phases et un prêt de 500 millions de dollars octroyé par l’ADB pour financer les projets liés à l’eau et à l’assainissement en Asie au cours des cinq prochaines années. L’UN-HABITAT a reçu un financement supplémentaire pour le développement de l’eau dans les villes asiatiques de la part du gouvernement des Pays-Bas.

L’UNESCO et le Conseil mondial de l’eau se sont engagés à promouvoir, développer et soutenir la création et le fonctionnement d’une structure indépendante et facile d’accès qui puisse faciliter la résolution des difficultés liées à la gestion des eaux transfrontalières en proposant les services de techniciens expérimentés, des outils adaptés, des sessions de formation et des médiateurs.

Les organisations internationales partenaires et les organismes de recherche (Conseil mondial de l’eau, UNESCO-IHE, FAO, KIP, IFPRI, IWMI et SOAS) se sont engagés à poursuivre leurs efforts, à œuvrer pour obtenir des soutiens financiers afin de permettre une meilleure compréhension du concept d’eau virtuelle, ses applications et ses conséquences et à fournir aux gouvernements les informations et les outils nécessaires à l’utilisation adéquate du commerce de l’eau virtuelle comme moyen efficace de promouvoir la sauvegarde de l’eau et de l’intégrer à part entière aux politiques nationales et régionales de protection de l’environnement, de gestion de l’eau et de l’alimentation.

Un vaste consortium d'organisations (GWP, NRC, FAO, Conseil mondial de l'eau, IWA, WMO, PNUC, IUCN, UNESCO, PNUD, Banque mondiale, ISDR) qui ont soutenu le Dialogue international sur l'eau et le climat, s'est engagé à continuer à tisser des liens entre le secteur de l'eau et du climat et à mettre en place des activités permettant de mieux supporter les conséquences climatiques. Ces différentes organisations vont former une "Alliance internationale de l'eau et du climat".

La programme des Nations unies pour le Développement humain (PNUD) a signé une Initiative pour l'eau des communautés destinée à renforcer le pouvoir des communautés locales en matière de résolution des problèmes liés à l'eau et à l'assainissement. Ce projet apportera aux communautés de petites subventions leur permettant de mettre en place des solutions pour remédier à la crise de l'eau et de l'assainissement. Cette initiative est dotée d'un budget estimatif de 50 millions de dollars pour la période 2003-2008.

Avec la Déclaration sur l'eau de Kyoto des populations indigènes, les participants au forum se sont engagés à créer un réseau sur le thème de l'eau qui donnera plus de poids aux populations locales et renforcera le pouvoir dont disposent les communautés locales pour préserver leurs droits à l'eau.

Le programme pour l'Eau et l'Assainissement (Banque mondiale) s'est engagé à financer des projets nationaux destinés à mettre en place les MDG. Les pays peuvent d'ores et déjà poser leur candidature.

PricewaterhouseCoopers, UN Water et Care International ont signé une Initiative sur l'eau internationale dans laquelle ils s'engagent à contribuer de manière substantielle aux MDG. Leur participation commencera avec la mise en place prochaine d'un projet pilote en Afrique soutenu par le gouvernement français, qui devrait donner des résultats dès la fin 2003.

Les engagements pris au niveau régional comprennent notamment les projets suivantes :

Les organisations internationales présentes en Amérique (IADB, OAS, ECLAC, IUCN, SICA, IWRN, CAN, LANBO et GWP) se sont engagées à trouver et à négocier des solutions pour les problèmes suivants : (a) le développement politique, notamment une réglementation permettant une répartition efficace et équitable de l'eau (b) la satisfaction des besoins financiers pour la gestion des ressources en eau (c) les conséquences des accords commerciaux internationaux sur l'eau (d) le renforcement des capacités permettant une décentralisation, une gestion de l'eau et des services de régulation plus efficaces (e) une gestion efficace et active du risque et (f) les conséquences des premières subventions mondiales agricoles sur la gestion durable de l'eau.

L'Australie s'est engagée à investir cette année 80 millions de dollars australiens dans les activités liées à l'eau, essentiellement dans la région Asie-Pacifique.

Les organisations des Caraïbes et du Pacifique (CEHI et SOPAC) ont signé un mémorandum de compréhension afin de mettre en place un programme d'action commune (regroupant 37 États) favorisant la coopération en matière d'eau potable, de renforcement des capacités, des gestion des données et de l'information, de la recherche appliquée et de partage des compétences.

Les Pays-Bas réserveront leur soutien à l'Afrique et aideront 10 pays à mettre en place leurs projets nationaux. Ils se sont engagés par ailleurs à soutenir l'Infrastructure africaine de l'eau (African Water Facility).

La Commission européenne s'est engagée, par l'intermédiaire de l'Eureau, à intégrer à l'initiative sur l'eau de l'UE des éléments de référence.

La Commission du Mékong (MRC), les gouvernements du Cambodge, du Laos, de Thaïlande et du Vietnam et d'autres partenaires vont élaborer d'ici la fin de l'année un programme et une stratégie de navigation. Il a pour objectifs à long terme de mettre en place une navigation efficace, sûre et durable sur le Mékong et d'accroître les possibilités d'échanges commerciaux internationaux de l'ensemble des pays de la MRC.

Une déclaration finale a rappelé que, bien que le renforcement de l'efficacité de l'utilisation de l'eau grâce aux progrès scientifiques et technologiques et une meilleure gestion de la demande s'avère indispensable, il ne suffit pas à satisfaire les besoins croissants en eau potable de la plupart des pays en développement et en particulier des villes.

“Il faut envisager toutes les possibilités d'augmenter l'approvisionnement en eau, notamment en accroissant les capacités de stockage en utilisant les nappes souterraines et les barrages, tout en veillant à ce que ceux qui pâtissent du manque d'eau bénéficient de ces projets” souligne cette déclaration. “Les recommandations établies par la Commission mondiale sur les barrages (2002) peuvent servir de référence. Il est nécessaire d'adopter de meilleures pratiques afin d'éviter les risques et les coûts sociaux et pour l'environnement rencontrés dans le passé.”

Autres sujets clés

Gouvernance : beaucoup de pays sont davantage confrontés à une crise de gouvernance qu'à une crise de l'eau, indique la déclaration finale. “Une bonne gouvernance de l'eau suppose un système socio-politique et administratif efficace et fiable qui puisse adopter une approche de la gestion des ressources en eau intégrée avec des procédures transparentes et interactives répondant aux besoins écologiques et humains.”

Création des capacités : La nécessité de renforcer les capacités, l'éducation et l'accès à l'information pour accroître l'efficacité de la gestion de l'eau demeure cruciale. Ces éléments du développement de l'eau sont souvent traités comme des facteurs annexes et l'on accorde peu d'importance aux institutions locales de création des capacités, à la question de l'égalité homme-femme, à la diversité culturelle et aux connaissances traditionnelles ou à l'engagement à long terme.

Financement : Le financement des infrastructures du secteur de l'eau provient essentiellement du secteur public des pays en développement et est complété par l'aide internationale, les institutions financières internationales, les banques commerciales et le secteur privé. Malgré le lien existant entre l'accès à l'eau, le développement et la réduction de la pauvreté, l'investissement dans la gestion des ressources en eau a été largement négligé. Selon le rapport Vision et d'autres estimations, les pays en développement ou en transition auront besoin de 180 milliards de dollars par an pour garantir la sécurité de l'eau au cours des 25 prochaines années. Ceci nécessite par conséquent une gestion financière plus efficace et plus appropriée. Plusieurs modèles de financement associant fonds publics, dons et/ou fonds privés ont été tentés et ont donné des résultats contrastés. La question relative aux partenariats privés-publics n'a pas été tranchée.

Participation : Dans nombre de régions, des pays et des communautés locales ont compris que l'eau implique de nombreux intervenants et que les partenariats entre les

parties concernées sont indispensables à la mise en place d'une gestion des ressources en eau intégrée. Les différentes parties que sont les chefs d'entreprise, les syndicats, les populations locales, les journalistes spécialisés dans le domaine de l'eau, les parlementaires, les jeunes ou les enfants ont un avis qui méritent d'être entendu. L'on continue toutefois à ignorer des groupes entiers de population, en particulier les femmes et les plus pauvres. Il faut veiller à instaurer une participation fondée sur l'appartenance raciale et ethnique, le statut économique, l'âge et la religion afin de parvenir à davantage d'exhaustivité.

Difficultés régionales : Si la plupart des problèmes mentionnés ci-dessus sont mondiaux, certains concernent plus particulièrement quelques régions. L'Asie et le Pacifique doivent relever un défi particulier en raison de l'accroissement de la population et des besoins en eau. La pauvreté constante maintient l'Afrique dans un cercle vicieux de sous-développement, de conflits et de souffrances. En Amérique, les investissements importants dans les projets liés l'eau et les réformes macro-économiques n'ont pas réussi à instaurer une croissance économique durable. L'amenuisement des ressources en eau menace la survie des populations, l'environnement et la croissance économique des pays du bassin méditerranéen et du Moyen-Orient. Enfin, en Europe, les ressources en eau sont fortement sollicitées en raison de la densité de population, de l'activité industrielle significative et de la production agricole intensive.

Contacts presse :

- Paris :

Michel Aublanc conseils (33) 1 69 286 286 - (33)6 08 791 795
michel.aublanc@wanadoo.fr

- Kyoto :

Soren Bauer (81) 90 69 60 79 54 s.bauer@worldwatercouncil.org
Marie Lagier (81) 90 69 60 79 55 m.lagier@worldwatercouncil.org